

# La Belgique souhaite restreindre le tourisme dans l'UE par solidarité avec les secteurs à l'arrêt

Le pays propose à ses partenaires d'interdire «la mobilité non essentielle» hors des frontières jusqu'au moins la fin des vacances de février.

Par Le Figaro avec AFP  
Publié il y a 11 minutes



La ministre des Affaires étrangères et ex-première ministre Sophie Wilmès. *KENZO TRIBOUILLARD / AFP*

La Belgique va plaider jeudi auprès de ses partenaires de l'UE pour interdire temporairement les voyages d'agrément hors du territoire national, en solidarité avec les secteurs d'activité empêchés de travailler, a déclaré sa cheffe de la diplomatie Sophie Wilmès.

Dans un entretien avec l'AFP à quelques heures d'un sommet européen, l'ex-première ministre (octobre 2019-octobre 2020) a expliqué que la Belgique souhaitait interdire «*la mobilité non essentielle*» hors des frontières jusqu'au moins la fin des vacances de

février, afin d'éviter un bond des contaminations après ces congés. Les travailleurs transfrontaliers ne sont pas concernés. C'est *«quand même particulier»* de *«dire à certains : Non, vous ne pouvez pas exercer votre métier, c'est trop dangereux, et parallèlement d'autoriser des déplacements d'agrément qui ne sont pas essentiels ou indispensables»*, a insisté la ministre des Affaires étrangères.

## **Le pays juge avoir mieux contenu la deuxième vague**

Depuis presque trois mois, pour endiguer la deuxième vague de la pandémie, la Belgique est partiellement confinée, avec les écoles ouvertes mais de multiples secteurs d'activité fermés (cafés, restaurants, salles de spectacles, de sport, métiers de contact comme les coiffeurs, etc.). Par rapport à certains voisins plus touchés (Allemagne et Pays-Bas notamment), le royaume de 11,5 millions d'habitants juge avoir mieux contenu la deuxième vague (environ 2.000 contaminations par jour actuellement). Mais le variant britannique du virus a déjà provoqué des dizaines de contamination en maisons de retraite et contraint à fermer plusieurs écoles.

*«Il faut bien comprendre qu'on est dans une situation totalement exceptionnelle»*, a martelé Sophie Wilmès, dont le pays a enregistré plus de 20.000 décès dus au Covid-19. Elle a rappelé qu'en mars 2020, les premiers cas apparus après les vacances (dites *«de carnaval»* en Belgique) avaient entraîné *«l'interdiction de toute circulation»* pour les Belges au-delà d'un périmètre très restreint. Et *«au fur et à mesure les choses se sont remises à fonctionner parce que, de manière inhérente, l'Europe a besoin de cette interconnectivité»*.

Les dirigeants des 27 pays de l'UE se retrouvent jeudi en fin de journée pour un sommet en visioconférence où il sera notamment question de restreindre les déplacements en préservant le fonctionnement du marché intérieur. *«Le fait d'avoir une approche (commune) européenne serait vraiment un atout»*, a souligné Mme Wilmès, relevant que cela *«reste une prérogative souveraine pour un pays (membre de l'UE) de limiter la mobilité si on estime que c'est nécessaire et proportionné»* dans le but d'endiguer la circulation du virus.